

Orange Business Services va fournir le Cloud de l'Etat

Selon nos informations, Orange Business Services (OBS) va sortir vainqueur du [premier appel d'offres Cloud de l'Etat](#). Les candidats qui n'ont pas été retenus ont été notifiés de la décision de l'administration cette semaine et peuvent encore déposer un recours. Chez Orange Business Services, un interlocuteur se refuse d'ailleurs à confirmer l'information, en évoquant « *une rumeur* » et pointant l'existence de possibilités de recours.

Émis le 10 avril dernier, cet appel d'offres vise à sélectionner un prestataire de Cloud public capable de couvrir les besoins ponctuels de l'Etat en matière de puissance de calcul (développements agiles, maîtrise de la montée en charge pour éviter un surdimensionnement des infrastructures internes, hébergement d'applications spécifiques ou externalisation transitoire).

Passé par la SAE (Service des achats de l'Etat), un service d'achats mutualisés de l'Etat rattaché à Bercy, et piloté par la DSI de l'Etat (la Disic), le marché est **conclu pour deux ans** (reconductible tacitement une fois pour deux nouvelles années). Il vise à couvrir les besoins de tous les principaux ministères (Affaires étrangères, Éducation nationale, Justice, Bercy, Affaires sociales, Intérieur, Travail et emploi, Défense, Culture, Agriculture, Affaires sociales et santé), ainsi que ceux d'une dizaine d'établissements publics (l'EFS, l'Ina, Radio France, l'Université Pierre et Marie Curie...). Le recours à la plate-forme retenue fera l'objet de futurs marchés découlant de cet accord cadre.

OpenStack : l'atout Cloudfwatt ?

Deux types de prestations sont prévues dans l'accord : des services classiques associés à des bons de commande (raccordements à la plate-forme, assistance technique, réversibilité, intégration applicative) et, évidemment, des services à la demande (VM, puissance de calcul, stockage, sauvegarde ou services réseaux). Pour ces derniers, l'Etat avait imposé une **redevance à l'heure** pour les 5 VM, les 2 serveurs bare metal

MV01	Mise à disposition d'une VM basique (1 vCPU, 4 Go minimum et 50 Go disque minimum) (en VM/an)	Forfait heure
MV02	Mise à disposition d'une VM standard (2 vCPU, 8 Go minimum et 50 Go disque minimum) (en VM/an)	Forfait heure
MV03	Mise à disposition d'une VM avancée (4 vCPU, 16 Go minimum et 50 Go disque minimum) (en VM/an)	Forfait heure
MV04	Mise à disposition d'une VM très avancée (8 vCPU, 32 Go minimum et 50 Go disque minimum) (en VM/an)	Forfait heure
MV05	Mise à disposition d'une VM ultra avancée (16 vCPU, 64 Go minimum et 50 Go disque minimum) (en VM/an)	Forfait heure
BM01	Mise à disposition d'un serveur Bare Metal standard (1 CPU - 4 cores minimum, 32 Go minimum et 500 Go minimum) en (serveur/an)	Forfait heure
BM02	Mise à disposition d'un serveur Bare Metal avancé (2 CPU - 6 cores minimum, 128 Go minimum et 500 Go minimum) (en	Forfait heure

attendus et certains services réseaux (VPN, Load Balancer, IP publique). Ou encore une **facture au Go/mois** pour les services de stockage (bloc, objets, instantanés et sauvegardes). Ces services sont associés à **deux niveaux de SLA** (99,5 % et 99,9 % de disponibilité minimale), couplés à des pénalités (par exemple 30 jours de redevance des ressources impactées en cas d'indisponibilité supérieure à 1,5 fois le SLA).

Notons que l'Etat avait explicitement stipulé, dans son appel d'offres, « *l'interopérabilité avec une plate-forme OpenStack ou équivalent* ». Une demande logique, la stratégie Cloud de la Disic étant bâtie sur deux piliers : le recours à des services externes pour les besoins ponctuels – objet de cet appel

d'offres – et le partage de puissance entre administrations au sein d'un Cloud privé, un pan sur lequel le framework Open Source est privilégié. Rappelons que, sur OpenStack, **OBS dispose des compétences de Cloudwatt**, le Cloud souverain [revenu dans le giron de l'opérateur en mars dernier](#). Ce rachat de la totalité des parts de Cloudwatt – dont Orange est un des actionnaires depuis sa création – s'explique, notamment, par le retard à l'allumage de ce prestataire, qui a pris de long mois pour bâtir sa plate-forme conçue à partir d'OpenStack. En mars dernier, Thierry Bonhomme, président d'Orange Business Services, expliquait que Cloudwatt entrait désormais « *dans la phase d'industrialisation et de commercialisation* ».

Parmi ses exigences, l'Etat demandait également un **raccordement au RIE** ([Réseau Interministériel de l'Etat](#)). Un terrain de connaissance pour Orange, qui gère déjà (avec SFR Business Team) la connexion locale à ce réseau, dans le cadre d'un marché conclu en mai 2013.

A lire aussi :

[Cloud de l'Etat : une solution hybride public / privé \(tribune\)](#)

[La France veut une certification pour la sécurité du Cloud](#)

[Premier appel d'offres Cloud pour la Commission européenne](#)

Crédit Photo : Everything possible-shutterstock